

Déclaration au CTL du 23 mai 2019

Monsieur le Président que les choses soient claires.

Si nous siégeons aujourd'hui dans cette instance, c'est uniquement par sens des responsabilités et pour aller au bout d'une démarche qui est la nôtre, ne rien lâcher.

Si nous siégeons aujourd'hui, c'est par respect pour le travail fait par un grand nombre de services dans l'élaboration des cahiers revendicatifs et pour étudier vos réponses.

Si nous siégeons aujourd'hui, c'est pour ne pas vous faire le plaisir d'abandonner le travail engagé avec nos collègues.

Nous attendons des réponses sur leurs revendications et nous voulons, comme eux, y voir clair sur vos projets. Nous siégeons donc dans cette instance pour représenter nos collègues, relayer leurs expressions et leur rendre compte de vos réponses.

Parce que, s'agissant du dialogue social dans cette direction, nous maintenons notre expression écrite du 8 avril avec l'intersyndicale de la DRFiP 31 dans laquelle nous avons souligné notre colère face à votre attitude honteuse dans le cadre de la mobilisation forte et légitime engagée depuis le 28 janvier en Haute-Garonne.

Vous êtes et resterez « le » Directeur et « la » Direction qui ont entraîné 40 agents et les responsables syndicaux devant le Tribunal Administratif.

Vous êtes et resterez « le » Directeur et « la » Direction qui auront menti sur la procédure engagée et trahi personnels et représentants syndicaux.

Vous êtes et resterez « le » Directeur et « la » Direction responsables de la « semaine de la honte ». Votre attitude, après avoir profondément choqué et indigné l'ensemble des agents de notre Département, toutes catégories confondues, a engendré en réaction un élan de solidarité sans précédent vis-à-vis des « 40 » et des personnels engagés dans la mobilisation.

Cela laissera des traces indélébiles et nous n'oublierons jamais.

Vous comprendrez dès lors que notre présence ne sera pas « normale » et que vous ne pourrez pas vous targuer auprès de la DG d'avoir coché la case « dialogue social » dans notre département. Non, nous ne pouvons pas siéger ici normalement.

Comment pourrions nous siéger normalement quand les agents des finances publiques ont multiplié depuis des mois, et tout particulièrement dans notre département, les mobilisations face aux projets néfastes du Gouvernement qui s'attaque frontalement à tous les agents publics et à tout le service public ?

Et notre « haute hiérarchie », vous en premier lieu, nous aura laissés bien « seuls » face à cette adversité, agents de toutes catégories et services. Trop occupée à préparer de manière zélée et sans une once de regard critique ou humain, la déclinaison locale de la casse de la DGFIP. Trop pressée et enthousiaste, de mettre ses pas dans ceux du pouvoir politique en place.

Comment pourrions nous siéger normalement alors que vous lâchez, par bribes successives dans les services, vos projets destructeurs, sans jamais les présenter globalement aux organisations syndicales ? Que dire par exemple :

– de vos annonces dans une Trésorerie du Nord Toulousain sur l'arrivée d'emplois SPL, voire d'emplois fiscaux d'assiette...

– de votre « préparation psychologique » des collègues des PCE à une fusion départementale de leurs services...

– de votre réforme de l'organisation et du management des services de direction...

De tout cela et sans doute d'autres annonces qui sont en dehors de tout cadre normatif nous ne savons rien clairement et officiellement !

En revanche vous êtes moins bavard avec les services du Muretain et du Comminges qui attendent vos annonces sur leurs territoires. Vous êtes bien moins disert sur les conséquences de vos projets sur les agents dont une partie est, dès cette année, susceptible de déposer des vœux totalement « en aveugle ».

Nous vous demandons le détail de votre « géographie revisitée » en vous rappelant que c'était et que cela reste, la 1ère ligne de la plateforme revendicative de l'intersyndicale à laquelle vous n'avez toujours pas répondu. Puisque ces données sont dans les mains du Ministre, vous devez une totale transparence à l'attention des personnels et des syndicats, des populations et des élus locaux, sur l'avenir de notre administration en Haute-Garonne.

Comment pourrions nous siéger normalement quand nous apprenons dans la presse que le transfert de la Cité Administrative à Jolimont est acté dans son principe mais dans l'attente d'un arbitrage budgétaire ?

Au-delà de la demande urgente de transparence pour les personnels concernés, c'est bien sur toutes les conséquences que nous attendons vos explications. D'une manière ou d'une autre cette opération s'imbrique avec tous vos projets dans un calendrier identique. Or, elle touche des centaines d'agents, du Nord Toulousain à la Rue des Lois en passant par Balma et les autres sites Toulousains. Nous vous demandons d'exposer toutes les pièces de votre puzzle pour que les agents de tous les sites aient une vision claire de leur avenir et puissent exprimer des choix.

Comment pourrions nous siéger normalement quand vous nous transmettez une fiche pour annoncer des Maisons de Services Aux Publics quelques jours après leur mise en place et, curieusement, suite à un tract de notre syndicat sur le sujet ?

Cela confirme bien ce qu'est votre vision du dialogue social malgré des déclarations parfois un brin paternalistes, qui ne sont que des façades sans relief.

Comment pourrions nous siéger normalement alors que les « pseudos modernes » détruisent d'un côté les services de proximité, faisant croire de l'autre qu'ils renforcent la présence du service public dans les territoires ?

Nous attendons de connaître votre projet sur le rôle et la place des agents des Finances Publiques en matière d'accueil et de service du public sur tous les territoires.

Comment pourrions-nous siéger normalement quand les affectations nationales en cours ne sont toujours pas à la hauteur en matière d'emplois vacants ? Heureusement, la pression déterminée des personnels mobilisés en Haute-Garonne a eu un effet positif pour l'ensemble des catégories. Mais le déficit global d'emplois, comme le manque coupable de courage et d'honnêteté du ministre qui n'ose pas évoquer le sujet dans sa lettre de cadrage, restent inacceptables pour les personnels et ingérable pour les services.

Cette situation, que notre lutte aura permis d'améliorer, ne fera qu'atténuer légèrement les tensions manifestes dans tous les services, d'autant plus l'année ou vont s'accélérer les réorganisations imposées et les suppressions massives d'emplois.

Dans cette situation particulière, nous souhaitons donc une expression préalable de votre part sur l'ensemble de ces sujets.

Ensuite, avant d'étudier les divers cahiers revendicatifs rédigés par les personnels et vos réponses, nous souhaitons que vous présentiez votre analyse et votre état des lieux sur les moyens locaux mis en œuvre.

En particulier, nous souhaitons connaître les différences entre ce qui est d'ores et déjà prévu par la direction et les besoins, matériels et immobiliers, exprimés par les agents.

Tout ça pour dire que nous attendons des dotations complémentaires pour répondre aux besoins des services. Nous souhaitons savoir ce que vous avez demandé spécifiquement pour notre département ainsi que la part que la délégation a prévu de donner sachant que le délégué nous avait laissé entendre qu'il aurait des marges de manœuvre.

Au final, nous ne nous lancerons pas dans cette instance dans des considérations trop larges, car vous avez, par votre attitude, rompu toute confiance qui permettrait de siéger « normalement ». Alors nous serons concrets. Parce que nous sommes venus pour obtenir, d'une part le maximum d'informations et de l'autre des réponses : aux expressions des syndicats émises lors de cette séance ou sur la plateforme revendicative intersyndicale, aux cahiers revendicatifs préparés, débattus et rédigés par les agents de nombreux services.

Ensuite, nous rendrons compte aux personnels, car ils sont notre priorité et la raison de notre présence aujourd'hui. Il leur appartiendra, avec nous, de juger des résultats et d'y apporter leurs propres réponses.